



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 76.944/2/V  
du 12 août 2024

advies 76.944/2/V  
van 12 augustus 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
8 février 2001 portant  
exécution de la loi du  
24 mars 1999 organisant les  
relations entre les autorités  
publiques et les organisations  
syndicales du personnel des  
services de police'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
8 februari 2001 tot uitvoering  
van de wet van 24 maart 1999  
tot regeling van de  
betrekkingen tussen de  
overheid en de  
vakverenigingen van het  
personeel van de  
politiediensten'

Le 5 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, chargée de l'Asile et la Migration à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit<sup>\*</sup> jusqu'au 21 août 2024, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 février 2001 portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 août 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 août 2024.

\*

Op 5 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, belast met Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege<sup>\*</sup> verlengd tot 21 augustus 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 12 augustus 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 augustus 2024.

\*

---

<sup>\*</sup> Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

<sup>\*</sup> Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

### EXAMEN DU PROJET

#### PRÉAMBULE

1. Il convient d'insérer au préambule un alinéa 1<sup>er</sup> nouveau visant l'article 108 de la Constitution qui, combiné aux articles 6 et 12 <sup>1</sup> de la loi du 24 mars 1999 'organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police', constitue le fondement juridique du projet.

2. À l'actuel alinéa 1<sup>er</sup>, devenant l'alinéa 2, l'article 6 de la loi du 24 mars 1999 sera également visé.

Le mot « remplacé » sera remplacé par le mot « modifié ».

3. Il ressort de l'avis de l'Inspecteur des Finances que les dispositions en projet n'ont pas d'incidence budgétaire.

---

<sup>1</sup> L'article 12 de la loi, suite à sa modification par l'article 132 de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police', ne porte plus que sur le critère de représentativité visé à l'article 6, alinéa 2, 2°, b), de la loi du 24 mars 1999 alors que les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 8 février 2001 'portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police' que le projet entend modifier portent sur les deux exigences de représentativité contenues à l'article 6, alinéa 2, 2°, de la loi.

Cet avis ainsi que l'accord de la Secrétaire d'État au Budget n'étaient donc pas obligatoires.

Conformément aux recommandations de légistique, il convient en conséquence de mentionner ces formalités sous la forme non d'un visa mais d'un considérant, qui prendra place après l'ensemble des visas.

La même observation vaut pour l'alinéa relatif à l'accord de la Ministre de la Fonction publique dès lors que le projet n'entre pas dans les hypothèses envisagées par l'article 8 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion', à savoir la fixation ou la modification des cadres organiques ou la fixation ou la modification du statut administratif et/ou pécuniaire du personnel.

## DISPOSITIF

### Article 1<sup>er</sup>

1. Dès lors que l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 24 mars 1999 ne porte que sur le critère de représentativité visé à l'article 6, alinéa 2, 2°, b), de cette loi, les mots « conformément à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi » ne sont pas adéquats et seront donc omis puisque l'article 8 de l'arrêté royal du 8 février 2001, qui prévoit la possibilité pour une organisation syndicale de faire constater sa représentativité, porte tant sur la condition de représentativité visée à l'article 6, alinéa 2, 2°, a) <sup>2</sup>, de la loi que sur le critère de représentativité fixé à l'article 6, alinéa 2, 2°, b) <sup>3</sup>, de cette loi.

2. L'article 8 en projet de l'arrêté royal du 8 février 2001 ne porte que sur les exigences de représentativité contenues à l'article 6, alinéa 2, 2°, de la loi du 24 mars 1999.

L'arrêté royal du 8 février 2001 ne semble dès lors pas régler l'hypothèse d'une demande introduite par une organisation syndicale qui déclare rencontrer la condition visée à l'article 6, alinéa 2, 1°, de la loi pour pouvoir siéger dans le comité de négociation des services de police et dans l'organe de gestion des services sociaux créé en application de l'article 11 de la même loi.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier l'absence de dispositions à cet égard ou, à défaut, complétera le projet en conséquence.

\*

---

<sup>2</sup> Le contrôle de cette condition relève de la compétence du Ministre. Voir à cet égard les articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 8 février 2001.

<sup>3</sup> Le contrôle de ce critère relève de compétence de la commission de contrôle visée à l'article 12 de la loi du 24 mars 1999. Voir à cet égard l'article 12 de la loi du 24 mars 1999 et l'article 12 de l'arrêté royal du 8 février 2001.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat nagegaan wordt of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid ingepast kan worden, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

#### AANHEF

1. In de aanhef moet een nieuw eerste lid worden ingevoegd met een verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet, dat in samenhang met de artikelen 6 en 12<sup>1</sup> van de wet van 24 maart 1999 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’ de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

2. In het huidige eerste lid, dat het tweede lid wordt, moet ook worden verwezen naar artikel 6 van de wet van 24 maart 1999.

Het woord “vervangen” moet vervangen worden door het woord “gewijzigd”.

---

<sup>1</sup> Artikel 12 van de wet heeft, na de wijziging ervan bij artikel 132 van de wet van 26 april 2002 ‘houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten’ enkel nog betrekking op het in artikel 6, tweede lid, 2°, b), van de wet van 24 maart 1999 bedoelde representativiteitscriterium, terwijl de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 ‘tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’, tot wijziging waarvan het ontwerp strekt, betrekking hebben op de twee representativiteitsvereisten die in artikel 6, tweede lid, 2°, van de wet vervat zijn.

3. Uit het advies van de inspecteur van Financiën blijkt dat de ontworpen bepalingen geen budgettaire weerslag hebben.

Dit advies alsook de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting waren dus niet vereist.

Overeenkomstig de wetgevingstechnische aanbevelingen dienen die vormvereisten bijgevolg niet vermeld te worden als een aanhefverwijzing maar wel in de vorm van een overweging, die na alle aanhefverwijzingen moet komen.

Dezelfde opmerking geldt voor het lid met betrekking tot de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken aangezien het ontwerp niet valt onder de gevallen waarvan sprake is in artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’, met name wanneer het erom gaat de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen of het administratief en/of het geldelijk statuut van het personeel van de diensten vast te stellen of te wijzigen.

## DISPOSITIEF

### Artikel 1

1. Aangezien artikel 12, § 1, van de wet van 24 maart 1999 enkel betrekking heeft op het representativiteitscriterium bedoeld in artikel 6, tweede lid, 2°, b, van die wet, zijn de woorden “overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet” niet adequaat. Deze woorden moeten dan ook worden weggelaten aangezien artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001, dat voorziet in de mogelijkheid voor een vakorganisatie om de vaststelling van haar representativiteit aan te vragen, zowel betrekking heeft op de representativiteitsvoorwaarde zoals bedoeld in artikel 6, tweede lid, 2°, a),<sup>2</sup> van de wet als op het representativiteitscriterium zoals bepaald in artikel 6, tweede lid, 2°, b),<sup>3</sup> van die wet.

2. Het ontworpen artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 heeft enkel betrekking op de vereisten inzake representativiteit die zijn vervat in artikel 6, tweede lid, 2°, van de wet van 24 maart 1999.

Het koninklijk besluit van 8 februari 2001 lijkt dan ook niet het geval te regelen van een aanvraag ingediend door een vakorganisatie die verklaart te voldoen aan de in artikel 6, tweede lid, 1°, van de wet bedoelde voorwaarde om zitting te kunnen hebben in het onderhandelingscomité voor de politiediensten en in het beheersorgaan van de sociale diensten dat is opgericht met toepassing van artikel 11 van dezelfde wet.

---

<sup>2</sup> De controle op die voorwaarde valt onder de bevoegdheid van de minister. Zie in dat verband de artikelen 10 en 11 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001.

<sup>3</sup> De controle op dit criterium valt onder de bevoegdheid van de in artikel 12 van de wet van 24 maart 1999 bedoelde controlecommissie. Zie in dat verband artikel 12 van de wet van 24 maart 1999 en artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001.

De steller van het ontwerp moet het ontbreken van bepalingen in dat verband kunnen verantwoorden of anders het ontwerp dienovereenkomstig aanvullen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX